

Zeitschrift: Actio : un magazine pour l'aide à la vie
Herausgeber: La Croix-Rouge Suisse
Band: 94 (1985)
Heft: 9

Artikel: Santé pour tous en l'an 2000
Autor: Seydoux, Yves
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-682281>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Des enfants mexicains au travail dans le jardin potager de leur école apprennent une leçon d'autoresponsabilité, coopération et nutrition.



Volontaires choisis par la collectivité et formés au travail sanitaire par des cours de brève durée.

Une stratégie de santé lancée par l'OMS

Santé pour tous en l'an 2000

Yves Seydoux

Sept ans plus tard, où en est-on? La simple observation des faits tendrait à faire croire à l'échec total de cette vaste entreprise, tant il est vrai que la «Santé pour tous en l'an 2000» semble être un objectif impossible à atteindre d'ici à la fin du millénaire. Et la tentation est grande de céder au découragement; d'autant que certains pays signataires de la déclaration d'Alma-Ata de 1978, ont vu leur économie se dégrader à un point tel qu'aujourd'hui, ils n'ont même plus les moyens matériels de penser à ce projet. D'autres s'y accrochent tant bien que mal, mais leurs priorités sont ailleurs. Les pays riches enfin, poursuivent sur le chemin du progrès, se caractérisant pour certains d'entre eux, dont la Suisse, par une explosion des coûts de la santé. Chez nous, les soins apportés aux personnes sont certes efficaces et bien pourvus en moyens technologiques; mais comme le disait récemment Beat Roos, le directeur de l'Office fédéral de la santé, en matière de prévention «la loi est lacunaire et les moyens mis en œuvre également». Pour les organisations non gouvernementales, telles que la Croix-Rouge, il y a dans ce domaine incontestablement une place à prendre. Il faut qu'il y ait prise de conscience chez l'individu. Or des organisations basées, d'une part sur le bénévolat, d'autre part sur la présence de spécialistes, peuvent aider à atteindre cet objectif. Toutefois, une coordination de leurs

«Santé pour tous en l'an 2000», l'origine de cet ambitieux projet remonte à la conférence d'Alma-Ata de 1978.

Regroupées sous l'égide de l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, les délégations de haut niveau représentant 134 gouvernements décrêtaient alors que le développement des soins de santé primaire sera la pierre d'angle de la réalisation de ce projet. L'OMS prie les États membres d'agir individuellement pour formuler des stratégies nationales et collectivement pour élaborer des stratégies régionales et mondiales. Pour y parvenir, et c'est une condition «sine qua non», il s'agit de mobiliser tout ce que les pays et les Etats possèdent de forces vives: individu, famille, personnel de la santé, organisations non gouvernementales et autres associations concernées.

efforts s'impose. Et cela ne va pas toujours de soi.

Attaquer la racine du mal autant que ses effets

Développer les soins de santé primaire, cela signifie non seulement s'attaquer aux conséquences des maux mais surtout agir sur leurs causes. Il convient donc, au terme de la déclaration d'Alma-Ata, de promouvoir tout ce qui peut favoriser la mise en place de bonnes conditions alimentaires et nutritionnelles, les vaccinations, le traitement des maladies et la fourniture de médicaments. A cela vient s'ajouter le développement, en parallèle, de conditions viables dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, de la production alimentaire, industrielle, de l'éducation, des conditions de logement, des transports et communications. Vaste programme où des réalisations s'imposent autant

dans les pays riches que moins riches. Et les bénévoles, l'une des assises des organisations non gouvernementales, peuvent, par la place qui est la leur dans la communauté, toucher mieux que quiconque les individus de la communauté dont ils sont eux-mêmes issus.

La santé en Suisse

En Suisse, l'espérance de vie s'accroît. Nous ne connaissons plus de grandes épidémies et celles qui seraient encore menaçantes sont sous contrôle grâce à des vaccins qu'il est facile de se procurer, exception faite de certaines formes de cancer et du SIDA. Serions-nous alors proches du but? En y regardant de plus près, on constate cependant que dans notre pays les causes principales de décès sont l'automobile et les accidents de ménage; autres fléaux, l'alcoolisme, le taba-

gisme. Qu'a-t-on réellement entrepris pour freiner leur consommation abusive. Ici et là, quelques campagnes d'information et, côté police, des contrôles plus serrés, et encore, pas dans tous les cantons. Et la drogue? Sa consommation, sans être légalisée, n'en est pas moins usuelle en certains endroits. Là encore, le mal s'étend. Le Ministère public de la Confédération observe par exemple que de phénomène urbain qu'il était à l'origine, la consommation de drogues est devenue également «campagnarde». «On trouve du haschish et de la cocaïne, là où il y a quelques années encore on ne savait même pas ce que c'était», nous dit un responsable. Pour tenter de le freiner, la seule arme demeure la force de persuasion, reposant elle-même sur une information effectuée à tous les échelons de notre société.

Grâce aux bénévoles sur lesquels des organisations telles que la Croix-Rouge peuvent compter, l'on peut espérer, avec le temps, atteindre cet objectif. N'est-on, en effet, pas plus enclin à écouter les conseils d'un proche, d'un ami, d'un parent ou d'un voisin que ceux d'un super-professionnel, chassé par le rendement et par le temps?

Les cours à la population que la Croix-Rouge organise peuvent représenter, à cet égard, une première étape dans cette prise de conscience individuelle. Chacun a la possibilité d'y apprendre le nécessaire en matière de

soins de santé primaire et d'en faire profiter son entourage immédiat par la suite. Il en va de même pour le développement et la reconnaissance de nouvelles professions. Celle de diététicienne, par exemple, peut se comprendre comme la manifestation de la volonté de vivre plus sainement. Dans la foulée, on ne saurait négliger l'importance prise par ces organisations de consommateurs qui, grâce à leur information, cherchent à inculquer aux consommateurs que nous sommes un jugement critique face aux nombreux produits

A l'étranger: comparaison n'est pas raison, mais tout de même...

Il peut paraître cynique d'opposer la Suisse, pays de confort et stable, à certains pays du tiers monde. Chez nous, nous en sommes à inventer des structures pour canaliser nos excès, tandis que dans de trop nombreux Etats de la planète, il faut en inventer pour apporter aux populations tout juste le nécessaire. La Croix-Rouge suisse, dans ses opérations d'aide à l'étranger a choisi, depuis bien des années déjà, la voie des soins

gner les bases d'une hygiène élémentaire leur permettant d'éviter par la suite la rechute. En parallèle, des médecins locaux bénéficient de bourses d'étude afin de parfaire leur formation, gage d'une autonomie future.

La même attitude prévaut dans les programmes nutritionnels, au Soudan par exemple dans les camps des réfugiés; il faut éviter que les victimes ne deviennent des assistés perpétuels.

«Très longtemps on a privilégié ce que j'appellerais des programmes verticaux, nous dit Vreni Wenger, du Service des secours de la Croix-Rouge suisse. Par exemple ces vastes programmes de lutte contre la malaria ou la poliomyélite. On ne tenait pas compte de l'environnement. Cela n'est plus le cas aujourd'hui. Actuellement l'on agit, mais en ayant au préalable étudié attentivement les facteurs sociaux, culturels, économiques. C'est un travail de plus longue haleine, car il s'agit de convaincre les bénéficiaires afin qu'ils se rendent compte par eux-mêmes de l'utilité de telle ou telle manière de faire.

A titre d'exemple, on peut signaler notre projet en Mauritanie où, parallèlement à notre programme de santé, nous cherchons à développer de petites cultures portagères. Objectifs: l'autonomie et une saine alimentation.» Vreni Wenger ne va pas jusqu'à dire que la Conférence d'Alma-Ata a facilité le travail de la Croix-Rouge suisse. Mais

LE DROIT À LA SANTÉ: LE DROIT DE TOUS

Autant que le droit à la libre expression, celui à la santé, devrait être reconnu de tous, à tous et par tous. Mais pour l'un et l'autre, on est encore loin du compte.

En proposant «La Santé pour tous en l'an 2000», l'OMS voudrait encourager une prise de conscience générale, pour que puisse se développer à tous les niveaux de nos activités, un élan qui vise à un mieux-être pour tous; physique autant que moral, social, culturel ou politique.

«La Santé pour tous» c'est tout autant prévenir que guérir, mais c'est surtout créer à tous les échelons de nos sociétés des structures qui permettent un développement harmonieux de nos existences, individuelles et collectives.

Les bâtisseurs de maisons doivent y être sensibles autant que les vendeurs de voitures ou les industriels. Et l'aide au développement ne doit pas se transformer en une nouvelle forme de colonisation. Là encore, il convient de procéder à de nouveaux aménagements. Les peuples de ce monde ont en commun une vraie richesse: leurs particularités. Nous aurions fait un grand pas, si nous l'admettions.

que nous offre le marché. Certes, il manque pour l'heure une véritable coordination entre ces divers organismes, susceptible de rendre l'ensemble plus efficace encore. C'est précisément dans ce sens que va l'une des recommandations lancées par l'OMS.

de santé primaire: soutien médical et soutien au développement d'infrastructures sanitaires. Au nombre de celles-ci, les programmes de lutte contre la cécité au Népal et au Bangladesh. Il s'agit non seulement de redonner la vue à des milliers de gens aveugles mais également de leur ensei-



elle observe tout de même depuis 1978, une prise de conscience au sein de nombreux pays. Hélas, tous n'ont pas les moyens de répondre à l'appel, crise économique oblige. Là encore l'une des tâches des pays riches peut et doit être un soutien d'ordre logistique: faciliter par exemple l'accès à certains moyens d'information. Apprendre aux autres à apprendre tout en apprenant soi-même à respecter les particularités de chacun.

Que ce soit à l'intérieur de nos frontières, entre communautés différentes ou en dehors, l'attitude doit être la même. La colonisation appartient au passé; et il faut éviter que l'aide au développement en soit une nouvelle forme. Solidaires et partenaires, si tel pouvait être l'un des aboutissements de la «Santé pour tous en l'an 2000», un grand pas aurait été fait. □

Les auxiliaires sanitaires bénévoles, s'ils disposent régulièrement des médicaments nécessaires, se révèlent un atout important de la lutte contre des maladies telles que le paludisme.

